

Crise de confiance entre les opér

Le tourisme n'attire



Leila Haddaoui, présidente de l'Association nationale des investisseurs touristiques (ANIT).

confiance chez les banques, dont le financement ne représente plus que 2,4% de l'ensemble des crédits bancaires alors qu'il était de 3,3% en 2009. Les $\frac{3}{4}$ des investisseurs nationaux, détenant près de 70% de la capacité hôtelière, comptent soit se désengager, soit arrêter leurs plans de développement dans les 5 prochaines années». C'est en ces termes alarmants que Leila Haddaoui, présidente de l'ANIT, a ouvert le bal d'un séminaire-débat sur les freins au financement dans un secteur clé contribuant à près de 9% du PIB, tenu sous le thème "Financement touristique: freins et leviers de relance", mardi 16 juin 2015 à la CGEM.

CONJONCTURE. Non seulement la tendance à la baisse se confirme pour les principaux indicateurs du secteur (arrivées, taux d'occupation des hôtels...), mais le tourisme ne séduit presque plus les capitaux étrangers et nationaux.

PAR MAROUANE KABBAJ

Le mal du tourisme est enraciné. Non seulement la tendance à la baisse se confirme pour les principaux indicateurs (arrivées, taux d'occupation des hôtels...), mais le secteur n'attire plus ou presque, aussi bien les investisseurs étrangers que nationaux. Du coup, nombre de projets importants inscrits dans le cadre de la vision stratégique 2020 ou hérités de la Vision 2010 sont ou demeurent en veilleuse. Pour manque de financement, principalement. Les étrangers y voient un secteur à risque, accentué par l'absence notamment d'une garantie ou d'une caution de l'Etat. Les locaux, eux, n'ont plus

assez de fonds propres pour satisfaire l'équation du financement imposée par les banquiers (60 à 70% de fonds propres) de plus en plus regardants à cause des chantiers à l'arrêt et des créances en souffrance qui représentent 20% du total des créances chez les banques.

Voici un état des lieux qui hante les investisseurs touristiques nationaux, regroupés au sein de l'ANIT (Association nationale des investisseurs touristiques). Et il commence par tirer la sonnette d'alarme. «*La situation du financement et de l'investissement dans le secteur touristique est complexe et critique. Il y a un important déficit de*

Frilosité ou rentabilité?

Quatre points résument l'état des lieux actuel: une vision qui n'atteint pas encore ses objectifs, notamment en termes de capacité litrière additionnelle et en termes d'investissements, des investisseurs étrangers très peu attirés par le royaume, des investisseurs locaux en perte de vitesse et des banques réticentes et trop prudentes. Deux études commanditées par l'ANIT sont venues l'étayer. Il en ressort que malgré les ambitions des visions 2020 et 2010 du secteur, les mesures incitatives et les instances de gouvernance prévues n'ont pas été mises en place; la réalisation des stations du Plan Azur a pris du retard; et le décalage entre l'offre et la demande s'est accru. Pour Dounia Taarji, Directeur Général de Malya Conseil et ancienne patronne du CDVM (2001-2010), le manque de confiance caractérise la problématique du financement bancaire. «*Les bons projets ne*

eurs touristiques et les banques

plus les investisseurs

trouvent plus de financement et les banquiers cherchent des bons projets solvables», souligne-t-elle.

Les banques sont-elles vraiment frieuses ou obéissent-elles tout bonnement à la logique de rentabilité qui exige une prise de risque rationnelle? «*Les banques marocaines ne sont pas frieuses. Elles ont pour mission l'accompagnement de l'économie nationale. Il se trouve que la conjoncture économique actuelle présente moins d'opportunités de financement que par le passé. Le secteur du tourisme, qui n'échappe pas à la morosité qui caractérise l'économie, est plus en phase de restructuration dans le système bancaire qu'en phase de développement. Pour aider ce secteur stratégique et accélérer son redressement, il faudrait une implication des pouvoirs publics et un accompagnement de l'Etat pour garantir les financements et les investissements de ce secteur, qui pèse 9% du PIB et 500.000 emplois directs», explique Younès Benboujida, directeur général adjoint de la Société Générale Maroc, Pôle Banque de financement et d'investissement. L'enquête menée par Malya Conseil auprès de 20 opérateurs, banquiers et responsables de la banque centrale, a confirmé qu'il y a eu des lacunes dans le pilotage des projets du Plan Azur (Vision 2010) qui se sont traduites par des créances en souffrance et que, concernant la vision 2020, il y a eu un décalage entre les orientations et les réalisations. En effet, à ce jour, le rééquilibrage entre le culturel et le balnéaire, escompté par les deux visions, n'a pas été réalisé. L'investissement continue de se focaliser sur le culturel, négligeant le balnéaire.*

En sus de cela, les fonds d'investisse-

ments créés ont réussi à mobiliser 4,7 milliards de dirhams, loin des 15 milliards d'investissements programmés par an. Il a fallu compter sur des fonds propres nationaux pour redresser peu ou prou la situation des stations balnéaires du Plan Azur (Saïdia, Lixus et Taghazout...). Ce qui n'était pas suffisant compte tenu d'une mauvaise estimation du coût des projets.

Manque de professionnalisme

Ce qui se passe au Maroc a été vécu dans d'autres pays, à quelques différences près. En Turquie, en Suisse ou en Afrique du Sud, l'Etat a mis en place une stratégie publique avec des institutions de financement dédiées au secteur, des outils de financement et des incitations fiscales attrayants. La formule a été une réussite et les organisations multilatérales (bailleurs de fonds) ont investi dans le secteur. «*La SFI soutient 260 projets dans 89 pays, mais pas au Maroc. Beaucoup d'organisations multilatérales ne sont pas présentes au Maroc»,* déplore

Dounia Taarji. Pourquoi ces organisations fuient-elles le Maroc? «*C'est un peu une tendance générale dans la région MENA. Mais le cas du Maroc est particulier. Il n'y a pas d'indicateurs fiables et en plus aucune visibilité sur l'offre future. Les investisseurs étrangers y voient un risque élevé. Il faut donc augmenter l'attractivité de la destination Maroc en créant des champions nationaux, un cadre législatif fiscal incitatif et des mesures à même d'améliorer la visibilité pour le secteur»,* conclut Imane Kabbaj, DG adjoint de CB Richard Ellis Maroc, spécialiste du conseil en immobilier d'entreprises.

Si les ingrédients de la crise dans le secteur du tourisme sont tous réunis, ceux de la sortie de crise restent à définir. Et tant que les erreurs du passé n'ont pas permis de tirer des enseignements, aucun établissement financier ni bailleur de fonds international ne s'aventurerait à placer son argent dans un secteur qui cumule des visions sans visibilité■

Fouad Chraïbi, vice-président général de l'ANIT, et Saïd Mouhid, président de l'Observatoire marocain du Tourisme.



CREDIT PHOTO: DR